



**PROCES-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL
DU VENDREDI 9 JUIN 2023**

L'an deux mille vingt-trois, le neuf du mois de juin à dix-neuf heures, le Conseil Municipal, légalement convoqué le deux juin deux mille vingt-trois, s'est réuni en session ordinaire en la salle du Conseil Municipal en séance publique, sous la présidence de Monsieur Geoffroy MARIE, 1^{er} adjoint.

Présents : Mesdames Laurence BELLEE, Sandra BAUDOUIN, Audrey GAREL et Messieurs Christian VAN ISACKER, Roland WILD, Julien BOURREAU et Pierre BUREAU.

Absent excusé : Monsieur Gilles MOLLAND

Absent non excusé : Monsieur Jean-François PANTHOU

Madame Audrey GAREL est élue secrétaire de séance, suivant l'article 2121-15 CGCT.

Monsieur Geoffroy MARIE ouvre la séance à 19H00, le quorum étant atteint, le Conseil Municipal peut valablement délibérer.

Le Procès-verbal du 20 mars 2023 est approuvé à l'unanimité.

COMPTE RENDU DES DECISIONS DU MAIRE

AUCUNE

1. Election du délégué aux élections sénatoriales

Monsieur le 1er adjoint explique que dans le cadre de l'organisation des élections sénatoriales qui se dérouleront le dimanche 24 septembre 2023, le Conseil Municipal doit procéder à l'élection d'un délégué au sein du Conseil Municipal et suivant les instructions de la circulaire n° IOMA2308397J du 30 mars 2023.

Il invite donc le conseil municipal à procéder à l'élection de ce délégué.

Madame Audrey GAREL et Monsieur Geoffroy MAIRE se portent candidats.

Monsieur Geoffroy MARIE ayant obtenu la majorité absolue est proclamé élu au 1er tour et déclare accepter le mandat

2. Election des suppléants aux élections sénatoriales

Monsieur le 1er adjoint explique que dans le cadre de l'organisation des élections sénatoriales qui se dérouleront le dimanche 24 septembre 2023, le Conseil Municipal doit procéder à l'élection de 3 suppléants au sein du Conseil Municipal et suivant les instructions de la circulaire n° IOMA2308397J du 30 mars 2023.

Il invite donc le conseil municipal à procéder à l'élection de ces suppléants.

Mesdames Audrey Garel, Laurence BELLEE et Messieurs Christian VAN ISACKER, Pierre BUREAU se portent candidats.

Mesdames Audrey GAREL, Laurence BELLEE et Monsieur Christian VAN ISACKER ayant obtenus la majorité absolue sont proclamés élus au 1er tour et déclarent accepter le mandat.

3. Nomination du référent déontologue de la Commune

Le 1er adjoint expose :

L'article 218 de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification (dite 3 DS) a ouvert la possibilité à tout élu local de pouvoir consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés dans la charte de l'élu local (art. L. 1111-1-1 du CGCT).

La loi n° 2015 366 du 31 mars 2015 visant à faciliter l'exercice, par les élus locaux, de leur mandat à codifier à l'article L. 1111-1-1 du CGCT, la Charte de l'élu local. Cette Charte énonce les principes déontologiques que les élus doivent respecter dans l'exercice de leur mandat :

- exercer son mandat « avec impartialité, diligence, dignité, probité et intégrité » ;
- poursuivre « le seul intérêt général, à l'exclusion de tout intérêt qui lui soit personnel » ;
- veiller à « prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts » ;
- ne pas utiliser « les ressources et les moyens mis à sa disposition pour l'exercice de son mandat à d'autres fins » ; etc.

Comme l'exige la loi, il a été donné lecture de cette Charte lors de la séance d'installation du conseil municipal du 27/05/2020 et une copie a été remise individuellement à chaque élu.

Un référent déontologue pour les élus doit être désigné avant le 1er juin 2023. La délibération de nomination précise les modalités de l'exercice de ses fonctions.

Ce référent déontologue a pour mission d'apporter à l'élu qui le sollicite tout conseil utile sur des questions relatives aux obligations et principes déontologiques mentionnés dans la Charte. Il a donc vocation à assister les élus sur l'ensemble des questionnements (prévention des conflits d'intérêts, déclaration d'intérêts...) ou obligations déontologiques (impartialité, dignité, neutralité...) à travers des conseils et expertises,

Les missions de référent déontologue doivent être exercées en toute indépendance et impartialité par des personnes choisies en raison de leur expérience et de leurs compétences.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 1111-1-1, ainsi que les articles R. 1111-1- A et suivants dans leur rédaction à venir au 1er juin 2023,

Vu la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale,

Vu le décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local et notamment son article 1er dont les dispositions entrent en vigueur le 1er juin 2023,

Vu l'arrêté NOR : IOMB2224141A du 6 décembre 2022 pris en application du décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local,

Considérant le droit des élus de pouvoir consulter un référent déontologue chargé de leur apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés dans la Charte de l'élu local ;

Considérant l'accord des personnes désignées ;

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, **décide** :

Article 1 : Désignation du référent déontologue.

L'article L. 1111-1-1 du code général des collectivités territoriales qui traite de la Charte de l'élu local a été complété par « Tout élu local peut consulter un référent déontologue chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés dans la présente charte ».

Monsieur Philippe TISSIER, juriste est directeur de l'Union des maires du Val d'Oise depuis plus de 20 ans,

Madame Karine LEGOUHIR, juriste est directrice adjointe de l'Union des maires du Val d'Oise depuis plus de 20 ans,

Tous deux ont déjà été amenés à rendre par écrit ou par oral plusieurs dizaines d'avis à la demande d'élus depuis 20 ans.

En application de l'Article R 1111-1-A du CGCT, il est proposé de désigner au titre de référents déontologues des élus,
Monsieur Philippe TISSIER et Madame Karine LE GOUHIR, pour exercer cette mission.

Article 2 : Durée de l'exercice des fonctions.

Ces référents déontologues sont nommés à compter du 9 juin 2023 pour la durée du mandat. Ils ne peuvent être révoqués avant la fin de la période. À leur demande, il peut être mis fin aux fonctions de l'un ou de l'autre.

Le remplacement est alors effectué dans les mêmes conditions pour la durée des fonctions restant à courir.

Au terme de cette durée, il peut être procédé, dans les mêmes conditions, au renouvellement de la mission du ou des référents.

Article 3 : Modalités de saisine.

Le référent déontologue pourra être saisi par tout élu local de la commune par voie écrite,

- soit par courriel à l'adresse : referentdeontologue@elusduvaldoise.fr ;

- soit par la Poste, sous double enveloppe fermée : l'enveloppe extérieure à

Référent déontologue des élus du Val d'Oise - 38 rue de la Coutellerie – 95300 Pontoise ;
l'enveloppe intérieure comportant la mention : « à l'intention des référents-déontologues ».

Chaque saisine du référent déontologue devra être cachetée et porter la mention « confidentiel ».

Toute demande fera l'objet d'un accusé de réception par le référent déontologue, qui mentionnera la date de réception et rappellera le cadre réglementaire de la réponse.

Le référent déontologue étudiera les éléments transmis par l'élu, pourra demander des informations complémentaires, recevoir l'élu afin de préparer son conseil.

Article 4 : Conditions d'examen et de rendu des avis.

Le référent déontologue doit exercer sa mission en toute indépendance et impartialité. A cet égard, il ne peut recevoir d'injonctions extérieures.

L'autorité territoriale n'est pas tenue informée des saisines ni des avis rendus.

Le référent communiquera l'avis à l'élu concerné dans un délai raisonnable et proportionné à la complexité de la demande.

L'avis de recevabilité et l'avis sur le fond du dossier seront communiqués par courriel ou courrier postal selon le mode de saisine

Le référent déontologue est tenu au secret professionnel dans le respect des articles 226-13 et 226-14 du code pénal et à la discrétion professionnelle pour tous les faits, informations ou documents dont il a connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.

L'avis du référent-déontologue est purement consultatif et n'est pas susceptible de recours.



L'avis émis par le référent déontologue, n'a pas vocation à être rendu public. Toute publicité faite à cet avis, par quelque voie et par quelque moyen que ce soit le sera sous la seule responsabilité de l'élu et ne pourra pas engager la responsabilité du référent déontologue des élus.

Article 5 : Rémunération.

Le référent déontologue exerce ses missions à titre gratuit.

L'article 2 de l'arrêté du 6 décembre 2022 indique que « lorsque les missions de référent déontologue sont assurées par une ou plusieurs personnes, le montant maximum de l'indemnité pouvant être versée, par personne désignée, est fixé à 80 euros par dossier ».

Les référents déontologues se réservent le cas échéant, le droit de facturer, dans le respect du droit en vigueur, si la complexité du dossier venait à l'exiger, notamment du fait du temps passé.

Article 6 : Exécution de la présente délibération.

Le Maire est chargé de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

4. DM2

Suite au vote du budget du Conseil Municipal du 20 mars 2023,

La trésorerie attire notre attention sur le fait que les résultats de clôture 2022 ont mal été repris.

En effet, nous avons repris :

au compte 001 la somme de 206 214.12€ au lieu 205 279.89€.

au compte 002 la somme de 353 874.97€ au lieu de 148 809.70€.

De plus rien n'est prévu au compte 1068.

Il convient donc de prendre une décision modificative pour rééquilibrer le Budget Primitif 2023 :

1. En section de fonctionnement =

Désignation (Dépenses de fonctionnement)	Diminution sur crédits ouverts
Dépenses F 023 : Virement section d'investissement	-205 065.27 euros
Désignation (Recettes de fonctionnement)	
Recettes F 002 : excédent cumulé de fonctionnement reporté	-205 065.27 euros

2. En section d'investissement

Désignation (Dépenses d'investissement)	Diminution sur crédits ouverts
Dépenses I 001 : Déficit cumulé d'investissement reporté	-934.23 euros
	Augmentation sur crédits ouverts
Dépenses I 212 : Autres agencement et aménagement de terrains	+1148.85 euros
Désignation (Recettes d'investissement)	Diminution sur crédits ouverts
Recettes I 021 : Virement section de fonctionnement	-205 065.27 euros
	Augmentation sur crédits ouverts
Recettes I 1068 : excédent de fonctionnement capitalisé	+ 205 279.89 euros

5. Divers

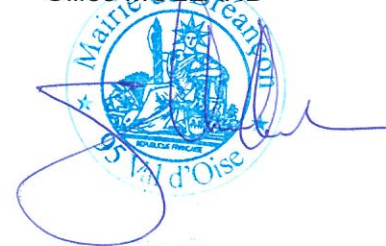
Pas de point divers à ajouter

L'ordre du jour étant clos, la séance est levée à 19h55

Bréançon, le 13 juin 2023

Le Maire

Gilles MOLAND



Liste des délibérations prises au cours de la séance du 9 juin 2023

Délibération	Objet
DEL 2023-14	Election du délégué aux sénatoriales
DEL 2023-15	Election des suppléants aux sénatoriales
DEL 2023-16	Nomination du référent déontologue
DEL 2023-17	DM2

